

Communiqué sur la situation en Espagne et en Catalogne (13 octobre 2017).

Jusqu'où peut mener le conflit nationaliste entre Madrid et Barcelone ? Jusqu'à un nouveau 1936 ? Quels sont les enjeux et les risques pour le prolétariat en Espagne et en Catalogne ? Et pour le prolétariat international ? L'article de la Tendance Communiste Internationaliste (www.leftcom.org) que nous reproduisons ci-après indique la position que la classe ouvrière doit adopter en cette circonstance en réaffirmant le principe communiste selon lequel « *les ouvriers n'ont pas de patrie* ». Le prolétariat en Catalogne ne doit pas se laisser entraîner et diviser entre nationalistes catalans et espagnols. Le prolétariat en Espagne ne doit pas se laisser entraîner dans la défense de « *l'indissoluble unité de l'Espagne* » ; ni même derrière le drapeau, souvent brandi aujourd'hui dans les rues de Madrid contre la monarchie, d'une république espagnole dont les mains ne sont pas moins tachées du sang ouvrier, des 3000 mineurs assassinés dans les Asturies en 1934 pour ne citer que son plus haut fait d'arme, que la monarchie démocratique actuelle. N'oublions pas qu'elle fut mise en place par le franquisme. Encore une fois, tout comme en 1936-1939, ce serait les prolétaires qui en paieraient le prix le plus élevé.

La situation actuelle peut se terminer en nouvelle pantalonade du nationalisme petit-bourgeois catalan après celle du 6 octobre 1934 lorsque le président de la Generalitat de Catalunya Lluís Companys déclara, déjà, l'indépendance de la république catalane contre « *les forces monarchistes et fascistes* » (*El País*, 7 octobre 2017). Cette république dura à peine dix heures. Ou bien, plus grave, elle pourrait déboucher à terme sur un véritable affrontement sanglant à l'instar précisément de 1936. “ Techniquement ” si l'on peut dire, les forces politiques nationalistes et démocratiques sont déjà alignées de part et d'autre pour un telle issue. Or il n'est pas sûr que dans un tel cas les autres classes dominantes européennes et internationales n'aient pas intérêt – savoir si elles en seraient conscientes ou pas est tout à fait secondaire – à laisser la situation empirer. Vu la situation actuelle du monde capitaliste, ses contradictions économiques (comme le rappelle la TCI) et historiques, la nécessité et la perspective d'un affrontement avec le prolétariat international pour lui infliger une série de défaites historiques deviennent de plus en plus pressantes afin de s'ouvrir “ au mieux ” la voie à la guerre généralisée. Et l'idée d'un “ remake ” de la saignée espagnole de 1936 et de la défaite idéologique, politique et physique prolétarienne d'alors qui a ouvert définitivement la voie à la 2^e guerre mondiale, n'est pas à exclure parmi certaines fractions bourgeoises les plus averties des enjeux historiques.

Voilà pourquoi la participation apparemment relativement massive des ouvriers à la grève générale du 3 octobre “ contre la répression espagnole ” appelée par l'ensemble des syndicats, y compris les syndicats gauchistes et anarchisants CGT et CNT est un mauvais signe. Voilà pourquoi la présence active et le radicalisme jusqu'au-boutiste indépendantiste du groupe d'extrême-gauche catalaniste CUP est dangereux. Tout comme le positionnement, apparemment “ médiateur ”, de Podemos qui appelle à la fois à un nouveau référendum et à la destitution du gouvernement Rajoy « *pour sauvegarder l'unité de la patrie* ». Les ouvriers en Espagne comme en Catalogne n'ont aucune illusion sur la politique de classe de Mariano Rajoy, ni sur le roi “ sorti de sa réserve ” pour appuyer ce dernier, et ils n'oublient pas leur filiation directe avec le franquisme. Ce ne sont pas eux qui peuvent les convaincre de s'engager sur le terrain nationaliste et de défense de la démocratie républicaine. Mais bel et bien les forces de gauche dites “ radicales ” : Podemos, CUP, Catalunya en comú de la mairesse de Barcelone, les syndicats CGT, CNT, CCOO, etc.

Si cette participation ouvrière devait se confirmer comme ce fut le cas le 3 octobre, elle permettrait à l'ensemble de la bourgeoisie espagnole (catalane comprise) de s'engager encore plus dans l'affrontement nationaliste. Alors, et dans la mesure où un tel conflit ne se déroule pas dans un pays “ périphérique ” tel le Kurdistan où les indépendantistes kurdes soutenus par une grande partie du gauchisme et de l'anarchisme international vont sûrement subir une nouvelle boucherie, une nouvelle “ guerre d'Espagne ” signifierait une première défaite historique d'une fraction importante du prolétariat européen. Elle signifierait que la bourgeoisie internationale veut absolument s'ouvrir **maintenant** la voie à la guerre impérialiste généralisée. En ce sens, la Catalogne d'aujourd'hui serait une sorte de “ remake ” de 1936 à la différence qu'elle serait la première défaite et non la dernière d'une série. L'alternative *Révolution ou guerre* généralisée n'en serait pas résolue de ce seul fait mais l'option capitaliste, la guerre, marquerait un premier point dans les confrontations massives entre bourgeoisie et prolétariat qui s'ouvrent au niveau international.

Le GIGC, 13 octobre 2017.

Catalogne : Nationalismes Rivaux Contre La Classe Ouvrière

Le conflit qui oppose les deux factions, celle qui d'un côté soutient l'actuel État espagnol et l'autre qui appuie la création d'un État catalan séparé, continue de s'accélérer. Peu importe quel sera le résultat, il est clair que les travailleurs possédant une conscience de classe doivent se distancer autant de ceux qui défendent un État catalan séparé que de ceux qui souhaitent la préservation de l'État actuel – les deux n'étant que les façades derrière lesquels se cachent la classe patronale pour exercer son contrôle.

Manœuvre Nationaliste

Le dernier acte dans cette accélération de projets nationalistes en compétition s'est amorcé début septembre, lorsque le Parlement catalan approuva une motion demandant la tenue d'un référendum sur l'indépendance le 1er octobre. Le gouvernement espagnol a déclaré la décision inconstitutionnelle, basée sur la Constitution espagnole de 1978 qui défend «l'unité indissoluble de la nation espagnole» - un article visant à contrôler fermement les contrecoups du séparatisme local apparus pendant la guerre civile des années 1930. Faisant fi de l'interdiction, le gouvernement catalan a décidé de maintenir sa proposition en espérant tirer parti de la promotion du séparatisme catalan qu'il entretient depuis des années.

Le 20 septembre, l'État espagnol a lancé l'opération Anubis qui visait à empêcher le référendum de se dérouler, notamment en lançant des raids contre les bureaux du gouvernement catalan, en arrêtant des fonctionnaires, et en confisquant des bulletins de vote. Le point culminant de cette violence déchaînée par les forces de l'État espagnol est survenu dans les jours où le référendum s'est tenu. Des protestations contre ces actes de violence ont eu lieu en Catalogne mais, à ce stade, nous ne savons toujours pas si d'autres manifestations majeures ont eu lieu ailleurs en Espagne. À la place, nous avons plutôt assisté à des manifestations massives du nationalisme espagnol à Madrid et ailleurs – ce qui illustre parfaitement à quel point le nationalisme empêche l'unité de la classe ouvrière.

Les événements du 1er octobre ont galvanisé les tendances nationalistes des deux côtés. Selon les autorités régionales catalanes, 91,96% ont voté oui à une république catalane indépendante, mais la participation globale n'était que de 42,58%. Le vote s'est tenu dans la tourmente, la Policía Nacional et la Guardia Civil ayant tenté de fermer les bureaux de vote. Les 893 civils blessés lors de cette seule journée démontrent à quel point la violence est inhérente à l'État démocratique - certains commentateurs, parmi lesquels ironiquement, Nicolás Maduro, ont comparé les actions du gouvernement de Mariano Rajoy à l'Espagne franquiste. Par la suite, la Commission européenne a déclaré que «conformément à la Constitution espagnole, le vote du 1er octobre en Catalogne n'était pas légal» et qu'il faut faire confiance à «la direction du Premier ministre Mariano Rajoy pour gérer ce processus difficile».¹

En Septembre, suite aux répressions par l'État espagnol, la CGT suivie de la CNT et d'autres syndicats plus petits, ont saisi cette opportunité pour annoncer une grève générale le 3 Octobre. Cependant, après les événements du 1er Octobre, les plus grands syndicats espagnols, l'UGT et le CCOO, ainsi que l'Assemblée Nationale Catalane (ANC), ont plutôt appelé à une espèce de débrayage citoyen – leur déclaration se présentait ainsi : «Nous incitons toute la société, les employeurs, les propriétaires d'entreprise, les syndicats, les travailleurs, les contractuels, les institutions et tous les citoyens de Catalogne à immobiliser le 'pays' le mardi 3 octobre ». La grève a frappé les transports publics, deux grands ports et le secteur agricole.² Que ce soit dans le cadre du débrayage des citoyens ou de la grève générale, qu'ils aient été motivés par le nationalisme ou la colère contre la brutalité policière, les travailleurs ont réagi aux événements. Ce n'est cependant pas clair dans quelle mesure les rapports des assemblées locales reflètent certaines étincelles d'auto-organisation de la part du prolétariat ou si elles ne sont que des créations de l'establishment bourgeois local agissant comme une espèce « d'armée de scène » pour l'agenda séparatiste.

Depuis le début du mois d'octobre, les appareils d'État de Madrid et de Barcelone ont justifié leurs propres positions en affirmant que leurs positions constitutionnelles respectives l'emportent sur les autres. Ce serait une grave erreur si les travailleurs en Catalogne, ou dans le reste de l'Espagne, étaient entraînés derrière l'un ou l'autre des arguments concurrents. Derrière les discussions d'avocats sur le « sur le sexe des anges » se cachent la réalité des factions de la classe dirigeante qui ne veulent qu'étendre leur propre capacité à exploiter la classe ouvrière - indépendamment de la nationalité, du patrimoine, ou du lieu de naissance.

La Réponse Internationaliste

1 . Déclaration sur les événements en Catalogne europa.eu

2 . La Catalogne, théâtre d'une grève générale après la réponse brutale de la police espagnole au referendum sur l'indépendance. independent.co.uk

Les événements en Catalogne doivent être compris dans le contexte de la crise économique du capitalisme qui a mené à un effondrement financier en 2007 sans qu'il n'y ait eu, depuis, une véritable reprise. Cela a mené les sections locales de la classe capitaliste à penser qu'elles pourraient gérer plus efficacement l'économie que l'État central. Conséquemment, un changement global vers le nationalisme et le populisme s'en est suivi. Dans une économie qui ne s'est pas encore rétablie dix ans après l'éclatement de la bulle spéculative, la classe dirigeante est à court d'idées et divisée sur la façon de s'en sortir. La tentative du gouvernement catalan de mettre le blâme sur le gouvernement central espagnol, afin de rallier les travailleurs derrière le programme séparatiste, est censée masquer le fait que la classe dirigeante catalane (qui est également divisée sur cette question) est aussi responsable que le gouvernement de Madrid face à l'application des mesures d'austérité.

Comme nous l'avons dit à maintes reprises, les luttes de libération nationale ne font que diviser la classe ouvrière et laisser les travailleurs à la merci de leur propre bourgeoisie nationale. Là où les diverses factions nationales répandent leurs fantasmes nationalistes, nous encourageons la classe ouvrière locale à s'opposer aux arguments des deux parties. Les exemples à ce sujet sont nombreux (y compris ceux récents de l'Ukraine³, l'Écosse⁴ ou du Kurdistan⁵ [5]). En ce moment même, un autre chapitre est en train de s'écrire avec le référendum dans le Kurdistan irakien, lequel annonce d'autres morts et d'autres souffrances dans cette lutte pour les ressources de l'axe Turquie / Syrie / Irak.

En tant qu'internationalistes, nous affirmons que la seule alternative possible, face à la dévastation sociale et environnementale offerte par le capitalisme, se situe au-delà des frontières, dans l'unité de la classe ouvrière autour d'un but commun: un monde sans classes ni État où *'le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous'*. Pour ce faire, nous avons besoin d'une organisation internationale, un parti, qui puisse efficacement intervenir dans des événements comme la grève en Catalogne afin de pousser la lutte au-delà du contrôle des syndicats et des partis institutionnels, et pour déclarer l'indépendance de la classe ouvrière face à toutes les factions de la classe dirigeante, peu importe sa nationalité.

Si des mouvements vers des assemblées de quartier ou de lieu de travail surgissent, il faudra alors inciter pour que ces assemblées rompent totalement avec les factions de l'État espagnol ou catalan, et qu'elles ne laissent également aucune place à la participation des employeurs locaux. Les prises de décisions doivent provenir des réunions de masse avec les délégués tenus responsables et révocables en tout temps. La mise en place et l'expansion de ces organisations ouvrières représentent la seule alternative face au cul-de-sac barbare des nationalismes concurrents que prépare la bourgeoisie. En l'absence d'une véritable organisation internationaliste, nous offrons notre solidarité et notre assistance aux noyaux communistes et aux individus qui luttent pour cette nécessaire réponse prolétarienne.

(TCI) KT/Dyjb

Vendredi 6 Octobre 2017

3 . Ukraine - A Nationalist Dead End leftcom.org

4 . The Scottish Independence Referendum: The Great Diversion leftcom.org

5 . In Rojava: People's War is not Class War leftcom.org